

Revue de presse « nomades, gens du voyages, tsiganes, etc »  
[ articles (France) de diverses origines ]

## PLOUZANÉ. A VENDRE « VÉLOS ET VTT VOLÉS »



● « A vendre scooters, vélos, VTT et tous matériels volés » : la communauté de gens du voyage qui a installé ces affiches, un rien provocatrices, ne manque pas d'humour. (Photo Le Télégramme)

A l'heure où les entreprises et les collectivités rivalisent de plans de communication pour soigner leur image, d'autres communautés semblent s'en fiche comme d'une guigne. Ainsi, à Plouzané, près de Brest, des membres de la communauté des gens du voyage se sont-ils particulièrement illustrés, hier, en s'autoparodiant avec un second degré féroce. Probablement par provocation, en réponse à un tract, ils ont déroulé

de grandes affiches plutôt inédites, annonçant une grande vente de « vélos et VTT volés ». De nombreux cycles ont été installés à quelques mètres de leurs caravanes, à l'angle de la rue Alexis-de-Rochon et de l'avenue du Technopôle, à deux pas du complexe d'Ifremer. Même si la braderie n'a, selon nos informations, pas remporté un franc succès, le slogan a, lui, été jugé particulièrement « punchy » par les riverains.

# Gens du voyage.

## Un « corbeau » à Plouzané

Vilipendés dans un tract anonyme et haineux, les gens du voyage installés depuis six ans sur un parking du Technopôle de Plouzané, commune proche de Brest, ont répliqué mercredi par la provocation avec une fausse opération « ventes de matériels et de vélos volés » (Le Télégramme d'hier). Mais, pour la responsable du groupe, Mme Claire Guettas, pas question de s'en tenir là.

« Depuis une semaine, explique Mme Guettas, un prospectus anonyme est distribué dans toutes les boîtes à lettres de Plouzané. Son auteur nous y accuse de tous les maux : d'être des voleurs, des fraudeurs, de faire du trafic, de boire de l'alcool dès le matin, d'être organisés en « gang », dont je suis censé être la « patronne », etc. Tout cela est faux, évidemment. Nous sommes installés ici (près d'Ifremer) depuis des années et nous n'avons jamais fait de mal à personne. Voilà pourquoi nous avons installé ces panneaux qui annonçaient une « vente de vélos



● Mme Guettas et son petit-fils Braïm présentent les vélos rouillés faussement mis en vente, mercredi, sur le parking où ils sont installés. (Photo P.L.B.)

volés ». En fait, il ne s'agissait que de vieux vélos rouillés et de deux

moteurs hors d'usage, invendables bien sûr, que nous avons récupé-

rés à la déchèterie, près d'ici. Les gens qui passaient par là mercredi ont bien compris que ce n'était qu'une plaisanterie ».

Mais le contenu du tract en question, lui, ne fait pas du tout sourire les membres de cette petite communauté de gens du voyage composée de sept adultes et de quatre enfants. Non contents d'y être pris à partie collectivement, ils y lisent des menaces explicites.

### Vers un dépôt de plainte

Le corbeau de Plouzané y annonce, en effet, son intention de ne pas se contenter de mots. « Puisqu'il faut un incident pour que la mairie de Plouzané et la Cub (Communauté Urbaine de Brest, NDLR) se bougent, nous allons faire en sorte cela arrive », écrit-il, ajoutant son intention de « continuer à arracher leurs fils électriques et couper leurs tuyaux ».

Mme Guettas, à la fois furieuse et inquiète, déclare son intention de porter plainte prochainement auprès de la gendarmerie de Plouzané, où une enquête est en cours afin de découvrir l'identité du « corbeau ».

Patrice Le Berre

LE CAMPING MUNICIPAL TRANSFORMÉ EN AIRE D'ACCUEIL POUR LES GENS DU VOYAGE

## Libourne peut se poser en exemple

La ville de Libourne tire les fruits de sa politique à l'égard des tziganes qui a permis de mettre fin aux stationnements sauvages

Alors que la grande majorité des maires de Gironde rechignent à créer des aires d'accueil pour les gens du voyage, la ville de Libourne tire les fruits de sa politique à l'égard des tziganes qui a permis de mettre fin aux stationnements sauvages et de développer une politique sociale.

Libourne peut se poser en exemple, à l'heure où le préfet de Gironde, Christian Frémont, veut boicoter le schéma départemental des aires de stationnement pour le 31 mars, un calendrier à marche forcée.

Dès son arrivée, à l'automne 2000, le préfet avait annoncé qu'il ferait appliquer les lois Besson qui obligent les communes de plus de cinq mille habitants de créer des aires d'accueil. Mais "les négociations n'avançant pas



L'aire a ouvert en mars 1999, avec vingt places réservées aux « passagers » et trente aux semi-sédentaires

vité", comme il le constatait encore la semaine dernière. Pour se

justifier, les maires, dont le RPR Alain Juppé, invoquent tous la

grande résistance de leurs administrés.

Avant l'ouverture de son aire, Libourne connaissait ce que tous redoutent : des caravanes scotchées le long des routes ou sur des parkings, une population méfiante rapidement "excédée par des provocations" des gens du voyage.

Devant "la situation quasi-insurrectionnelle qui touchait certains quartiers", raconte Dominique Barreau, chargé de mission auprès du maire PS de Libourne, Gilbert Mitterrand, la décision a été prise de transformer le terrain de camping municipal en aire d'accueil. "Malgré une levée de boucliers, la municipalité a tenu bon", se rappelle-t-il.

### Projet social

L'aire, payante, a ouvert en mars 1999, avec vingt places réservées aux "passagers" et trente pour les semi-sédentaires, assurés de pouvoir rester neuf mois.

La mairie a mis les moyens humains : un concierge disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, un agent d'entretien et un gationnaire. En parallèle, était lancé un projet social, pour assurer l'accompagnement des familles, leur insertion ou la scolarisation des enfants. Sans oublier le "comité de résidents" qui réunit deux fois l'an les gitans et les

autorités (police, éducation nationale, services sociaux).

Tout n'est pas parfait. Sur l'aire, certains, comme les Maillé, se plaignent d'une "trop grande cohabitation". Autres sujets de mécontentement : l'état des chemins ou des sanitaires, les toilettes qu'il faut partager mais qui vont être réaménagées.

Avec cette politique, "il n'y a plus de gros conflit entre la population et les gens du voyage", assure Marie-Emilie Sallette, adjointe au maire chargée de l'action sociale.

Un sentiment partagé par une jeune fille et sa mère, qui parlent anonymement devant leur caravane : "On n'a pas de problème avec les gens ou avec les commerçants. On nous connaît."

Selon les autorités, "l'aire n'a pas engendré de problèmes de délinquance ou de criminalité."

La situation en Gironde fait bondir les tziganes. "A Bordeaux, il n'y a rien, on est obligés d'aller dans des terrains vagues", dit Régis. "On ne veut pas de nous."

Pour l'instant, le préfet n'a trouvé que cent quatre-vingts places sur l'ensemble de l'agglomération bordelaise, alors que les associations de tziganes en revendiquent six cents. Seul projet concret : une aire de quarante-huit places doit ouvrir entre Pessac et Mérignac.

ROUEN

## Des gens du voyage évacués sans ménagement



**Les gens du voyage présents sur l'aire intercommunale refusaient de présenter leurs papiers et de régler les loyers**

La police a évacué hier matin sans ménagement à Rouen les occupants d'un terrain réservé aux gens du voyage, à coups de matraques et de jets de grenades lacrymogènes.

Une centaine de CRS ont procédé à l'évacuation, réclamée par la Communauté de l'agglomération rouennaise (CAR). Plusieurs interpellations ont été opérées, dont celle d'un handicapé en fauteuil roulant.

Interrogé, le service communication de la CAR a expliqué que les gens du voyage présents sur cette aire intercommunale jouxtant Petit-Quevilly refusaient de présenter leurs papiers administratifs et de régler les loyers impayés. Un arrêté d'expulsion avait été notifié aux intéressés le 22 septembre.

Jules, (46 ans), un des résidents, explique que le non-paiement des loyers ne concernait

« qu'une toute petite minorité », et se dit indigné devant un tel déploiement des forces de police.

La CAR, présidée par le député européen François Zimeray (PS), a rappelé que « comme tous les citoyens, les gens du voyage ont des droits mais aussi des devoirs ».

La préfecture de la Seine-Maritime a justifié l'intervention des CRS par la nécessité de « faire appliquer une décision de justice ».

Antoine Guérin, directeur de cabinet du préfet, tient à souligner que trois policiers ont été légèrement blessés dont un d'un coup de tournevis dans le genou, et deux occupants du terrain incommodés par des grenades lacrymogènes lors des incidents qui ont émaillé cette intervention.

SEINE-MARITIME

## Les gens du voyage évacués à Rouen P. 28

En application d'une décision de justice, une intervention sans ménagement a été ordonnée hier par la préfecture

RASSEMBLEMENT ÉVANGÉLIQUE

## 5 000 tziganes réunis à Damblain

Près de 5.000 personnes, venues participer au rassemblement évangélique tzigane, sont présentes depuis hier sur la base aérienne de Damblain (Vosges), qui doit accueillir jusqu'au 31 août quelque 40.000 participants.

« Une centaine de caravanes sont arrivées ce jeudi sur la base où tout se passe dans le calme », a-t-on précisé auprès du PC de gendarmerie présent sur le site de l'ancienne base de l'OTAN.

« En tout un millier de caravanes sont actuellement stationnées sur la base venues de toutes les régions de France. Nous attendons également des participants de Belgique, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Suisse et de Grande-Bretagne », selon le pasteur Joseph Charpentier, responsable de l'association évangélique protestante « Vie et Lumière ».

La base devrait connaître un afflux important de gens du voyage autour du 18 août et arriver à sa fréquentation maximale à partir de 21 août, date du début des cérémonies religieuses.

### 400 gendarmes mobilisés

Les premières caravanes se sont installées mardi sur cette ancienne base de plus de 300 ha située aux confins des Vosges et de la Haute-Marne.

Quelque 400 gendarmes et policiers doivent être mobilisés pour l'événement. Seuls 200 d'entre eux sont pour l'instant sur place.

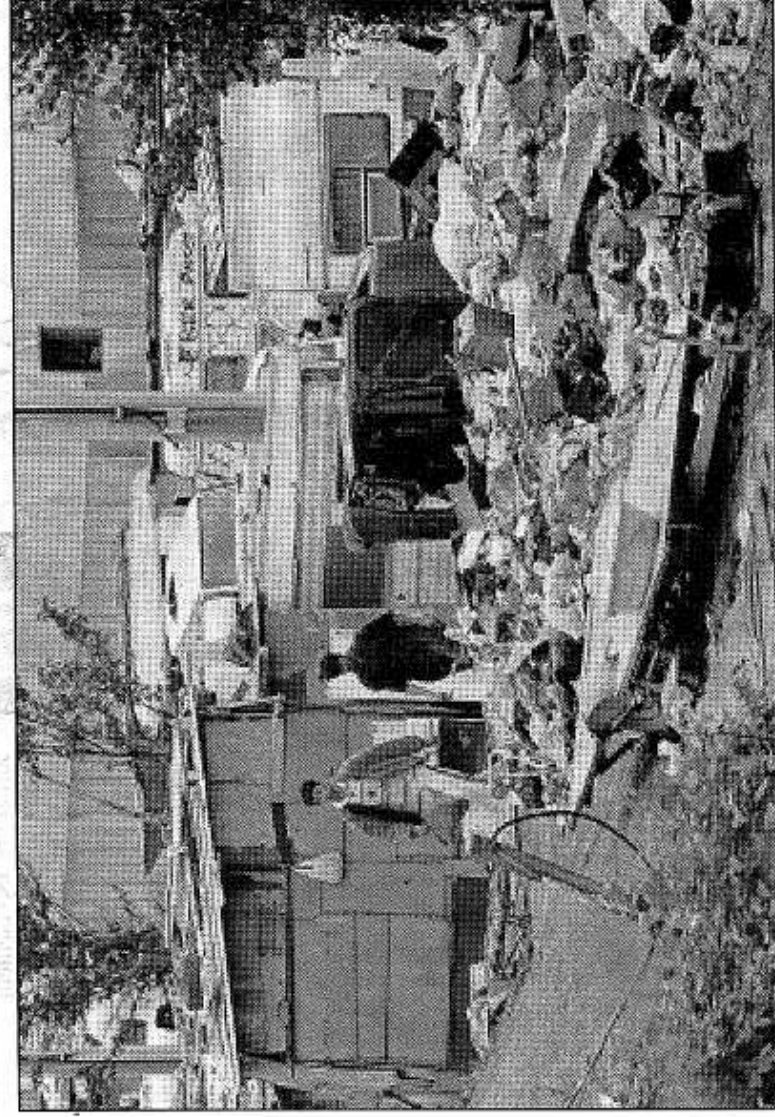
Mardi dernier, plusieurs dizaines d'élus locaux avaient défilé dans les rues d'Epinal pour demander l'annulation du rassemblement. Une délégation d'élus a été reçue à la préfecture des Vosges.

# Bidonvilles : les maires inquiets

Les communes de Choisy et Vitry, où vivent près de six cents tziganes dans des bidonvilles, ont décidé de tout mettre en œuvre pour rechercher d'autres terrains d'accueil

Les maires de Choisy-le-Roi et Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) où vivent depuis plus d'un an près de six cents Roumains et Moldaves dans des bidonvilles installés en bordure de l'autoroute A86, ont annoncé hier la mise en œuvre "immédiate" d'un "plan de travail à la fois humain et efficace".

Ce plan stipule que la recherche de terrains d'accueil se poursuivra, "couplée avec un effort sur les questions d'hygiène et de salubrité dans et autour des bidonvilles", selon un communiqué signé par le maire de Choisy, Daniel Davisse, celui de Vitry-sur-Seine, Alain Audoubert, ainsi que par la sénatrice Hélène Luc.



**Arrivés il y a cinq ans pour faire une demande d'asile politique suite aux persécutions dont ils se disent victimes, les tziganes de Choisy-le-Roi sont désormais près de six cents**

Les maires, qui s'inquiétaient d'un "possible drame" avaient été reçus lundi au ministère de l'Intérieur pour évoquer la question de ces bidonvilles.

"Cet endroit n'est pas du tout sécurisé et de par son emplacement géographique (en bordure de l'autoroute A86,

NDLR), un drame n'est pas à exclure".

"Que ce soit un incendie ou bien un camion fou fonçant dans ces habitats précaires, tout est malheureusement possible", a déclaré Daniel Davisse.

Dans une lettre de quatre pages en date du 21 juin et

adressée au ministre de l'Intérieur, le maire de Choisy a recensé "les principaux problèmes enregistrés par les services municipaux" dans les domaines de l'hygiène, de la santé, de la sécurité, de la protection de l'enfance ou bien encore des conséquences sur les entreprises

limitrophes telles qu'Aventis situé sur un site classé Seveso.

Début juin, les maires des trois communes s'étaient adressés directement au président de la République "en sa qualité de chef du Conseil de sécurité".

## La préfecture recherche toujours un terrain

Jean-Baptiste Rotsen, chef de cabinet du préfet du Val-de-Marne, a indiqué que la préfecture était toujours à la recherche d'un terrain pour les accueillir. Un projet de transfert en Eure-et-Loir avait été abandonné en avril.

Par ailleurs, une centaine de policiers sont entrés mardi matin dans le bidonville de Choisy, afin de retrouver des personnes liées à une tentative d'homicide commise en mai.

Seules deux personnes, la victime de la tentative d'homicide et sa compagne, ont été retrouvées. L'homme, blessé par un coup de couteau, n'avait pu être entendu à sa sortie de l'hôpital.

Les policiers espéraient interpellier les autres acteurs de cette bagarre entre Roms qui avait dégénéré.

"Nous n'avions pas du tout un objectif de nettoyage du camp", précise une source policière.

# Les gens du voyage manifestent contre la taxe caravane

Plusieurs milliers de gens du voyage ont manifesté, hier, à Paris, contre une taxe-vignette sur les résidences mobiles qui les priverait selon eux de liberté de déplacement et les discriminerait. Sur leur passage, ils ont brûlé plusieurs conteneurs de verre et une caravane du cortège.

Les manifestants — quelque 3 000 selon les organisateurs et la police — sont partis peu après 14 h de la place de la République en direction de la Bastille où ils sont arrivés un peu plus d'une heure après. Réunis à l'appel d'un collectif national d'associations de gens du voyage, le MRAP et les Verts, ils entendaient obtenir le retrait « pur et simple » de cette taxe de 75 euros par mètre carré adoptée à



Les manifestants sont partis peu après 14 h de la place de la République en direction de la Bastille

l'Assemblée nationale par le biais d'un amendement à la loi de finances 2006, et qui doit encore être entérinée par le Sénat.

Dès son adoption, l'amendement avait provoqué un tollé chez les tziganes qui la jugent « exorbitante ».

« Contre la ségrégation légale des gens du voyage ! », li-

sait-on sur une des banderoles de la manifestation, composée en grande majorité d'hommes. « Cette taxe revient une fois de plus à enfermer les gens du voyage dans ce que l'on appelle un droit spécifique », a affirmé la sénatrice (Verts) Alima Boumedienne-Thierry, participant à la marche. « On joue avec les mots, on ne veut pas en faire une taxe d'habitation, qui ouvre des droits (comme des allocations logement, ndlr) et qui doit être calculée en fonction des revenus », a déclaré l'élué : « Cela en fait une fois de plus des gens spécifiques, qui doivent déjà avoir un "droit de circulation" en plus de la carte d'identité. C'est une atteinte à notre liberté (...) personne ne pourra les payer », a estimé Moïse Adolphe, pasteur

évangéliste de 45 ans venu de Saint-Dié (Vosges). « Celui qui ne pourra pas payer sera obligé de se sédentariser, cela sera la fin du voyage », a affirmé James Dubois, président de La Vie du voyage, une des associations ayant appelé à manifester.

Le député UMP du Val-d'Oise Jérôme Chartier, qui avait déposé l'amendement, a indiqué qu'il était « tout à fait pour » la reconnaissance des caravanes comme « résidences principales », par le biais d'une taxe qui ouvrirait droit à l'allocation logement. Il a par ailleurs indiqué qu'elle ne serait pas exorbitante car s'appliquerait à la « surface utile », soit par exemple « un mètre carré taxable pour une caravane de 3,5 m<sup>2</sup> sur 2,7 ».

## Taxe d'habitation des gens du voyage : « Exorbitant ! »

Plusieurs associations de gens du voyage se sont insurgées en apprenant, hier, que l'Assemblée nationale avait voté un texte instaurant une taxe d'habitation de 75 euros par mètre carré sur les « résidences mobiles ». L'amendement, adopté dans la nuit de mardi à mercredi, vise essentiellement les gens du voyage et prévoit de baser le calcul de la taxe sur la surface en mètre carré de la résidence mobile, la superficie prise en compte ne pouvant être inférieure à quatre mètres carrés. « C'est une somme exorbitante, les gens ne pourront jamais payer ! », s'est exclamé James Dubois, président de l'association La vie du Voyage.

Selon Charles Delage, de la même association, 80 % des gens du voyage ont en moyenne deux caravanes : une pour les parents d'un format standard de 7 m x 2,50 m, la seconde pour les enfants de 4,70 x 2,50. « Je n'ai pas calculé », dit-il, « mais ça revient à la taxe d'habitation d'un château ! » « On nous fait payer notre tombe », ajoute-t-il.

L'amendement prévoit que le produit de la taxe ira aux collectivités qui « respectent leurs obligations en matière de mise à disposition d'aires de stationnement » pour les gens du voyage. « Et nous », ajoute-t-il, « des aires d'accueil, on n'en veut pas. Les vrais nomades comme nous veulent des champs, des terrains libres. »

James Dubois, qui affirme que son association représente « des gens du voyage, français depuis plusieurs générations, des commerçants », s'insurge contre cette nouvelle mesure qu'il juge « discriminatoire ». « Nous n'avons jamais été considérés par l'État comme des Français comme les autres », dit-il. La preuve, ajoute-t-il, « les sédentaires ont une carte d'identité qu'ils doivent renouveler tous les dix ans, alors que nous, les nomades, avons un carnet de circulation qui doit être signé dans les commissariats tous les trois mois ».

Désiré Vermeersch, président de l'Association nationale et internationale des tziganes, assure pour sa part que « c'est l'effolement complet ». « L'annonce nous a pris en pleine face ! », ajoute-t-il. M. Vermeersch, qui affirme avoir rendez-vous avec des élus « ce soir », assure n'avoir jamais été consulté et dit « tout ignorer » de la façon dont la perception de la taxe va s'organiser. Il remarque que « jusqu'ici, les caravanes n'avaient jamais été reconnues comme des habitations » et se pose la question de savoir si « dorénavant, les gens du voyage pourront prétendre aux allocations-logement ». « On se sent perpétuellement mal aimés », résume pour sa part Paul Azais, de l'association La Goutte d'eau à Toulouse.

Selon André Luzy, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la population Rom est estimée entre 300 000 et 500 000 personnes en France, dont 100 000 sont des voyageurs, dénommés par l'administration depuis quelques années sous le terme Gens du voyage.

## RASSEMBLEMENT

# Les tziganes font place nette

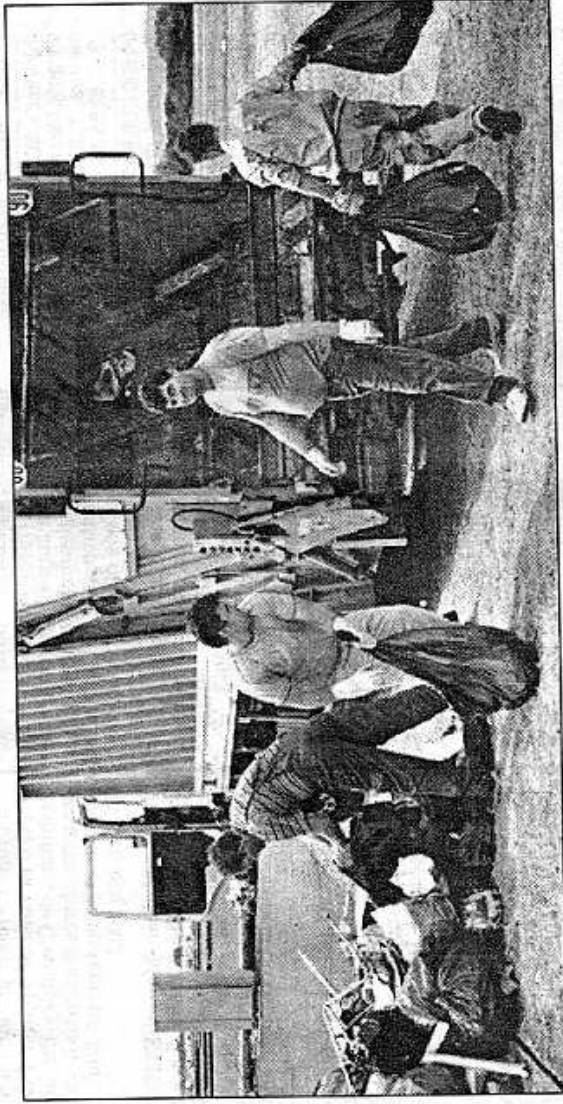
Alors que l'ancienne base militaire de Damblain retrouve peu à peu son visage d'avant « Vie et Lumière », une trentaine de croyants ont commencé à nettoyer les lieux avec application.

**DAMBLAIN.** - Tandis que certains rassemblent leurs affaires pour prendre rapidement la route et que d'autres - de moins en moins nombreux, il est vrai - continuent à vaguer à leurs occupations habituelles, une poignée de tziganes s'attache à une mission précise.

Hommes, femmes, enfants, ils sont 32 à nettoyer les lieux. Pas une mince affaire quand on sait que 25.000 personnes étaient réunies au plus fort de la célébration. Pour l'heure, ces gens du voyage ont donc troqué leurs semelles de vent pour de bonnes chaussures de sport.

### Propre service de ramassage

Depuis hier, ils en arpentent des kilomètres pour aller le moindre papier gras et traquer tous ces détritus accumulés en quinze jours



La Mission dispose de son propre camion de ramassage des ordures ménagères.

de rassemblement. « Nous quitterons le site comme nous l'avons trouvé, dans un état de propreté irréprochable », souligne Michelet.

Avec sa femme et ses cinq enfants, il participe toujours à ces opérations de nettoyage avec entrain : « Cela fait partie de nos prérogatives. Il y a

même des prédicateurs qui mettent la main à la pâte. » Tandis que Michelet repart à la chasse aux ordures avec un nouveau sac poubelle, le

camion benne du mouvement « Vie et Lumière » fait son apparition, prêt à « avaler » de nouvelles tonnes d'ordures.

Des déchets qui seront ensuite acheminés vers le centre de traitement et d'incinération de Chaumont. « La DDASS vérifie chaque jour que le camion vide bien son chargement là-bas », souligne le pasteur Charpentier qui quittera Damblain après l'inspection de sortie par les services de la préfecture le 31 août.

Le nettoyage complet des lieux ne sera pas encore terminé. « Il faudra bien dix jours pour tout ratisser. » Michelet et ses congénères poursuivent inlassablement leur tâche. Les yeux rivés par terre et le cœur tourné vers Dieu.

**Benoit ADAM**

# Damblain : une ville est sortie de terre

La ville-champignon installée sur l'ancienne base aérienne de Damblain n'en finit pas de grossir. Hier, quelque 2 200 caravanes y étaient recensées pour une population estimée à plus de 12 000 personnes. Les gens du voyage vont continuer à affluer dans les jours qui viennent pour participer à leur rassemblement évangélique annuel. L'immense chapiteau destiné aux célébrations est dressé au cœur de cette cité éphémère.

● En page Vosges

*Vue du ciel, la cité éphémère des gens du voyage à Damblain est impressionnante. Et pourtant, seulement 12 000 personnes sur les 40 000 attendues sont arrivées sur place. Sur le site, la vie s'organise.*

(Photo Patrick GLESS)

